

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°212601 - 79ÈME ANNÉE

Plusieurs pays réclament une « sortie urgente » des énergies fossiles



« Nous devons atteindre le pic d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2025 au plus tard », ont affirmé l'Allemagne, la France, le Sénégal, la Colombie et plusieurs États insulaires.

Une coalition de 18 pays menée par les Îles Marshall a réclaté le 14 juillet « une sortie urgente des énergies fossiles » et « un pic des gaz à effet de serre d'ici à 2025 » après un Sommet sur le climat à Bruxelles à cinq mois de la COP28.

« Nous devons accélérer la transition énergétique mondiale hors des énergies fossiles », objectif affiché du G7, et « nous devons atteindre le pic d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2025 au plus tard », a affirmé le texte signé par des ministres représentant l'Allemagne, la France, le Sénégal, la Colombie et plusieurs États insulaires.

« Cela nécessite des transformations systémiques dans tous les secteurs, entraînées par une sortie urgente des combustibles

fossiles, en commençant par un déclin rapide de leur production et de leur utilisation dans cette décennie », ont écrit dans une déclaration finale du 7ème sommet ministériel pour l'action climatique (MoCA) à Bruxelles.

Ces affirmations montrent les lignes de négociations qui s'affrontent dans les préparatifs de la conférence climat de l'ONU à Dubaï, où les pays devront s'accorder sur les moyens de sauver l'objectif en péril de l'accord de Paris. Le but est de contenir le réchauffement « bien en deçà de 2°C » par rapport à la période pré-industrielle et si possible à 1,5°C.

« Nous devons éliminer bien avant 2050 les combustibles fossiles unabated », c'est-à-dire non adossés à des dispositifs de captage ou de stockage de carbone, avait affirmé le commissaire européen à l'Environnement, Frans Timmermans, également signataire de cette déclaration, lors d'un discours en Espagne.

D'ici à la COP28, les dix-huit ministres devront s'attarder sur « les technologies de réduction d'émissions et de dépollution (« abatement technologies » en anglais) ne doivent pas servir de feu vert à l'expansion continue des combustibles fossiles (...) et devraient être reconnues comme n'ayant qu'un rôle minimal à jouer dans la décarbonation » de l'énergie.

Le 13 juillet à Bruxelles, le président émirati de la COP28, le Sultan al-Jaber, a présenté son plan pour espérer obtenir un

accord ambitieux à Dubaï sur l'accélération de la transition énergétique, sans toutefois se prononcer sur un objectif temporel de sortie des énergies fossiles.

« Je n'ai pas de baguette magique, je ne veux pas inventer des dates qui ne sont pas justifiées » faute de développement suffisant des énergies bas carbone pour répondre à la croissance mondiale, a-t-il déclaré dans un entretien à l'AFP.

Parmi les objectifs concrets qu'il a proposés : tripler la capacité des renouvelables dans le monde d'ici à 2030, à 11.000 gigawatts, doubler l'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030 et doubler la production d'hydrogène à 180 millions de tonnes d'ici à 2030.

165 millions de nouveaux pauvres en trois années de crises, selon l'ONU

Les récentes crises, du Covid-19 à l'inflation, ont entraîné 165 millions de personnes dans la pauvreté depuis 2020, selon l'ONU, qui appelle à une « pause » des remboursements des dettes des pays en développement afin d'inverser la tendance.

L'impact cumulé de ces chocs a fait tomber 75 millions de personnes dans l'extrême pauvreté (moins de 2,15 dollars par jour) entre 2020 et fin 2023. De plus, 90 millions de personnes en plus sont sous la ligne de pauvreté de 3,65 dollars par jour, selon les projections du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

« Les pays qui ont pu investir dans des mesures de protection ces trois dernières années ont empêché un certain nombre de personnes de tomber dans la pauvreté », a indiqué le patron du PNUD, Achim Steiner.

Mais « dans les pays très endettés, il y a une corrélation entre haut niveau de dette, dépenses sociales insuffisantes et une hausse alarmante des taux de pauvreté », a-t-il insisté dans un communiqué.

Le PNUD a demandé une « pause » dans les remboursements des dettes dans ces pays qui sont obligés de choisir entre s'acquitter de leur dette et aider leur population.

Selon un autre rapport de l'ONU publié le 12 juillet, quelque 3,3 milliards de personnes, soit près de la moitié de l'humanité, vivent dans des pays qui dépensent plus en paiement des intérêts de la dette que pour l'éducation ou la santé.

De plus, les pays en développement, malgré un niveau de dette plus faible, paient davantage d'intérêts, en raison notamment de taux plus élevés. Dans ces conditions, le PNUD appelle à une « pause » pour rediriger le remboursement des dettes vers le financement de mesures sociales destinées à contrer les effets des chocs économiques, estimant que la « solution n'est pas hors de portée pour le système multilatéral ».

Ainsi, selon les calculs du rapport, pour sortir ces 165 millions de nouveaux pauvres de la pauvreté, cela coûterait par an environ 14 milliards de dollars, soit environ 0,009% du PIB mondial en 2022 et moins de 4% du service de la dette des pays en développement.

A cela s'ajoute les pertes de revenus des personnes déjà sous le seuil de pauvreté avant les récents chocs, le coût d'atténuation atteindrait 107 milliards (0,065% du PIB, environ un quart du service de la dette).

« Il y a un coût humain de l'inaction concernant la restructuration de la dette souveraine des pays en développement », a insisté Achim Steiner. *« Nous avons besoin de nouveaux mécanismes pour anticiper et absorber les chocs et pour que l'architecture financière fonctionne pour les plus*

vulnérables ».

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, qui réclame sans cesse une réforme des institutions financières internationales, a dénoncé à nouveau cette semaine un système « *obsolète, qui reflète les dynamiques coloniales de l'époque où il a été créé* ».

Les pays d'Asie invités à investir davantage en Afrique, terre d'opportunités

L'Afrique offre d'énormes possibilités pour les investisseurs asiatiques. Les pays d'Asie et leur secteur privé ont ainsi tout intérêt à se tourner vers l'Afrique, recommande l'économiste en chef du Groupe de la Banque africaine de développement, Kevin Urama.

Il a lancé cet appel lors d'un séminaire coorganisé avec l'Institut coréen de politique économique internationale (KIEP) le 12 juillet 2023 à Sejong, en Corée sur l'édition 2023 du rapport sur les Perspectives économiques en Afrique.

« *J'invite les investisseurs et les gouvernements d'Asie à voir l'Afrique non pas comme une terre lointaine, mais comme un continent plein d'opportunités* », leur a enjoint M. Urama, également vice-président chargé de la Gouvernance économique et de la Gestion des connaissances. Il a fondé ses recommandations sur les données de la dernière édition des Perspectives économiques en Afrique, l'un des rapports phares du Groupe de la Banque. Chaque année, cette publication des plus attendues passe au crible les économies des 54 pays d'Afrique et en détaille les projections.

Malgré les nombreux chocs d'ampleur que l'Afrique a subis ces dernières années, entre pandémie de Covid-19, effets des changements climatiques et invasion de l'Ukraine par la Russie, le continent s'avère plutôt résilient : après avoir atteint 3,8 % en 2022, son taux de croissance devrait grimper à 4,1 % en 2023 et 2024, dépassant la moyenne mondiale de 2,9 % et celle de l'Europe de 1,1 %, a prédit l'économiste en chef, estimant que seule la

croissance de l'Asie de 4,3 % sera plus élevée. « *L'Afrique doit jouer un rôle clé dans la transition verte, sachant qu'elle recèle 60 % des terres arables non exploitées dans le monde et les minéraux nécessaires à la croissance verte. Ce sont des opportunités pour le développement durable et pour les investissements. C'est une terre vierge, on peut facilement y construire des infrastructures à faible émission de carbone sans avoir à engager de fortes dépenses* », a ajouté M. Urama.

Pour réaliser ces opportunités, les investisseurs asiatiques doivent aller au-delà des images d'Épinal concernant l'Afrique. « *En Afrique, on a eu le Covid, on a des crises, on a des conflits, c'est vrai, mais ce n'est qu'un pan de la réalité* », a souligné l'administrateur du Groupe de la Banque africaine de développement pour le Canada, la Chine, la Corée du Sud, le Koweït et la Turquie, Edmond Wega.

M. Wega a ainsi appelé l'Asie à se saisir des crises pour les tourner en opportunités. « *Le continent asiatique doit utiliser ses technologies et ses connaissances pour nouer une relation gagnant-gagnant avec l'Afrique, travailler avec les régions, les pays, la Banque africaine de développement, pour arriver à une convergence d'intérêts, pour que les rêves deviennent réalité* », a-t-il plaidé.

Le vice-président de KIEP, Sung-Chun Jung, abonde dans le même sens. « *L'Afrique a le potentiel d'être un futur marché d'opportunités en matière de croissance verte, avec sa population en croissance rapide et ses abondantes ressources en énergies renouvelables et en minéraux* », a-t-il insisté. Le responsable de KIEP a livré un puissant plaidoyer pour le continent africain : « *La communauté internationale doit fortement soutenir les efforts que déploient les pays africains pour lutter contre les changements climatiques, avec des financements, des transferts de technologies et le renforcement des capacités, notamment* ». Et le secteur privé doit jouer un rôle plus important pour combler le déficit de financement qui affecte la mobilisation de fonds dédiés à la lutte contre les changements climatiques, a-t-il ajouté.

La présentation du rapport a été suivie d'une table-ronde, qui a réuni Hong Miao, experte en énergie et directrice de programme à l'Institut des ressources mondiales de Chine ; Sungbae An, directeur du Département de macroéconomie et finance internationale à KIEP

; et Kohji Mitomori, directeur du Bureau des changements climatiques au Département de l'environnement global de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Munsu Kang, chercheur associé à KIEP a assuré la modération des débats. Mme Miao a souligné que les entreprises et les investisseurs chinois ont la volonté de travailler avec d'autres pays de l'OCDE pour investir et s'engager dans le développement économique en Afrique, surtout en matière de croissance verte et d'énergies renouvelables. « *Un grand nombre d'investisseurs privés chinois sont déjà présents en Afrique et les banques multilatérales de développement doivent également jouer un rôle, parce que de nombreuses opportunités innovantes existent pour engager davantage d'investisseurs privés. Il faut faire des efforts des deux côtés, du côté de l'Asie et de l'Afrique* », a-t-elle lancé, après avoir présenté une étude sur l'appétence des investisseurs chinois pour l'Afrique, notamment dans les énergies renouvelables. Misant sur la baisse des taux d'inflation au niveau international

« *dans un avenir assez proche* », Sungbae An a fait cas des projections économiques de KIEP, qui table sur une croissance de 3,7 % en 2023 en Afrique subsaharienne. « *Un des problèmes clés que nous avons identifiés est l'inflation qui vient de la hausse des prix alimentaires et des produits de base, de la pression liée aux taux de change en hausse et des troubles politiques* ». Kohji Mitomori, a assuré de l'intérêt croissant des entreprises japonaises pour investir dans les énergies renouvelables en Afrique. Il a souligné que le Japon allait doubler sa contribution pour l'adaptation climatique d'ici 2030. « *En Afrique, on essaie de se focaliser sur un développement urbain sobre en carbone, la résilience aux changements climatiques, l'évaluation des risques climatiques, un système d'alerte précoce et la préservation des forêts et de la nature* », a précisé M. Mitomori. C'était la 4e année consécutive que le rapport Perspectives économiques africaines est présentée en Asie. Le Groupe de la Banque africaine de développement a ouvert un Bureau de représentation extérieure pour l'Asie, basé au Japon.



In kozman pou la route « I ashté pa in sha dann in sak ! »

Médam zé Méssyé la sossyété, koz èk mwin sé koz èk in kouyon, mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo masson.

Mézami mi panss mwin la fine anparl azot kozman-la ;lé possib mwin la fine dir azot dé foi i antande lo mèm zafèr mé otroman. Par égzanp : « I ashète pa koshon dann goni ». Kissoi in sak, kissoi in gouni, toute fasson i oi pa bien kossa néna anndan. In zoli , in vilin shate ? In zoli , in vilin koshon ? Toute fasson sa i vé dir wi fé in l'opérassion é wi koné pa si sé in bon sansa in mové lopérassion. Toute fasson si wi fé zopérassion konmsa , ou lé riskab d'ète pèrdan.

Alé ! Sé azot pou déssidé é ni artrouv pli d'van, sipétadyé.

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année
Directeur de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re
Site Web: www.temoignages.re
Tél : 02 62 55 21 21
Publicité: publicite@temoignages.re
CPPAP: 0916Y92433